

Brèves économiques pour le Mexique, l'Amérique centrale et les Caraïbes du 04/01/2018 au 10/01/2018

Mexique

2016 – PIB : 1046 Mds USD | Pop : 127 M hbts

Relations Mexique / Etats-Unis

Entre janvier et novembre 2017, le Mexique a enregistré un excédent commercial record avec les Etats-Unis, atteignant le montant le plus haut depuis 2007 avec 65,7 Mds USD et une croissance cumulée sur la période de 9,6% (g.a). Cela fait désormais du Mexique le second pays possédant l'excédent commercial le plus élevé avec les Etats-Unis, derrière la Chine (avec 344,5 Mds USD d'excédent commercial) et devant le Japon (63 Mds USD). En 2016, le Mexique ne possédait que le 4^{ème} plus grand excédent commercial avec les Etats-Unis, derrière la Chine, le Japon et l'Allemagne. L'annonce des chiffres du déficit commercial enregistré par les Etats-Unis avec ses partenaires commerciaux intervient une semaine avant le début de la 6^{ème} ronde de renégociation de l'ALENA à Montréal et pourrait renforcer la tension autour des discussions de l'accord commercial – la réduction du déficit états-unien étant un important cheval de bataille du président D. Trump.

Le Ministre de l'Economie mexicain Ildefonso Guajardo a ouvert la voie à un compromis avec les Etats-Unis sur le sujet des règles d'origine dans le cadre de la renégociation de l'ALENA. Les Etats-Unis proposent en effet de renforcer les normes de contenu régional des règles d'origine et d'inclure une règle sur le contenu national, notamment pour le secteur automobile, ce qui avait longtemps été une ligne rouge pour le gouvernement mexicain. Le Ministre mexicain s'est abstenu d'annoncer un pourcentage spécifique de contenu régional et national. Une augmentation du contenu minimum irait cependant à l'encontre des recommandations de l'Association Mexicaine de l'Industrie Automobile (AMIA), qui s'est dite défavorable à toute augmentation au-dessus des niveaux actuels (62,5% de contenu régional).

Economie

L'inflation interannuelle a atteint 6,77% en décembre 2017, le niveau le plus haut depuis 2000 (INEGI). Elle demeure pour le douzième mois consécutif bien supérieure à la cible d'inflation de la Banque Centrale, de 3% +/-1 point. Les prix énergétiques (+17,69% g.a.) et des fruits et légumes (+18,60%) ont enregistré les augmentations les plus importantes. La hausse des prix énergétiques est notamment due à la hausse du prix du gaz de pétrole liquéfié (GPL) qui a progressé de 14,7% sur les quatre derniers mois de 2017. L'augmentation du salaire minimum, qui a eu lieu en décembre cette année et non en janvier, a également contribué à la hausse des prix. Selon les analystes, une tendance à la baisse de l'inflation devrait être observée dès la première quinzaine de janvier et la Banque Centrale prévoit un taux d'inflation de 5,3% (g.a.) pour janvier 2018.

Des analystes interrogés par le quotidien El Financiero prévoient une grande volatilité du peso face au dollar pour le premier semestre 2018. Bien que le dollar se soit déprécié de 2,4% face au peso au cours de la première semaine de janvier 2018, l'incertitude liée à la renégociation de l'ALENA et aux élections présidentielles pourrait entraver la récupération du peso et faire passer la valeur du dollar au-dessus de la barrière des 20 pesos au cours des prochains mois. Bloomberg prévoit que le taux de change à la fin de l'année 2018 s'établisse à 1 dollar pour 18,75 pesos, ce qui impliquerait une appréciation du peso de 4,62% par rapport à fin 2017.

Pour la première fois en 30 ans, en novembre 2017, le déficit commercial du Mexique était dû à celui du secteur pétrolier. La balance commerciale du secteur pétrolier était déficitaire de 16,7 MUSD, soit 30% de plus qu'en novembre 2017, alors que le secteur non pétrolier a dégagé un excédent commercial de 6,0 MUSD selon la Banque Centrale. Le déficit commercial du pays était donc de 10,7 MUSD. Les exportations de pétrole brut ont augmenté de 23,3% (g.a.) sur la période, en raison de la hausse des prix du pétrole mexicain (+31%), mais pas suffisamment pour compenser la hausse des importations (+33,8% g.a.). Sur la période janvier-octobre, les importations de diesel ont été particulièrement dynamiques (+68,0% g.a.), suivies de celles de gaz naturel (+60,0% g.a.), de gaz LP (+38,0% g.a.) et d'essence (26,5% g.a.).

*Taux de change au 10 janvier 2018 : 1 USD = 19,24 MXN

g.a.). Celles-ci coïncident avec la baisse de la production nationale d'essence (-20% g.a.) et de diesel (-28% g.a.) entre novembre 2016 et novembre 2017. Selon les perspectives du Ministère de l'Énergie, le pays devrait importer plus de 50% de l'essence qu'il consomme jusqu'à 2021. Après que 64,4% de la demande interne d'essence a été absorbée par les importations en 2017, cela devrait être le cas de 54% en 2018, de 52% en 2019 et 2020 et de 46% en 2021.

Le secteur automobile a enregistré des niveaux de production et d'exportation historiquement élevés en 2017. 3,8 M de véhicules ont été produits (8,9% de plus qu'en 2016) et 3,1 M ont été exportés (12,1% de plus qu'en 2016 et la croissance la plus élevée en 6 ans). Les exportations aux États-Unis, qui représentent 75,3% des exportations totales du secteur, ont augmenté de 9,4%, en dépit de la baisse de 2% des ventes totales de véhicules sur le marché états-unien. La part de marché du Mexique a atteint pour la première fois 14% des véhicules vendus aux États-Unis. L'Amérique Latine et l'Europe ont par ailleurs gagné de l'importance en tant que clients du secteur automobile mexicain, les exportations de véhicules vers ces régions ayant crû de 18,8% et 45,2% respectivement. Face au dynamisme du marché extérieur, la demande domestique s'est faite plus timide. **Le nombre de véhicules vendus au Mexique a, pour la première fois depuis la crise de 2009, enregistré une baisse de 4,6% par rapport à 2016.** Est principalement en cause la baisse de pouvoir d'achat des mexicains liée aux niveaux élevés d'inflation observés sur l'année. Le mois de décembre a enregistré les ventes les plus basses de l'année, 17,6% inférieures à celles de décembre 2016.

Selon l'Inegi, l'inégalité de revenu entre les 32 États mexicains a augmenté entre 2003 et 2016. Les États avec le niveau de revenu par habitant le plus élevé ont enregistré une croissance annuelle moyenne de leur PIB/habitant importante sur la période, notamment Queretaro (+3%), Aguascalientes (+2,9%), Mexico City (+2,7%), Sonora (+1,8%) et Nuevo León (+1,7%). Chiapas et Tlaxcala, au contraire, qui sont parmi les plus pauvres du pays, ont vu leur PIB/habitant se contracter de 0,3% par an en moyenne. Selon Valeria Moy, Directrice Générale de l'observatoire « México ¿cómo vamos? », ces disparités régionales s'expliquent d'abord par la qualité de l'éducation et des infrastructures.

Le crédit bancaire au secteur privé a crû de 10,6% entre novembre 2017 et novembre 2016. Si celui-ci reste dynamique, sa croissance est inférieure à celle qui avait été observée en octobre 2017 (12,5% g.a.) ou en novembre 2016 (17,0% g.a.). Le crédit aux entreprises a notamment connu un moindre dynamisme (12,1% g.a. en novembre 2017 contre 15,7% en octobre 2017), qui a touché tous les secteurs. Tel fût également le cas du crédit au logement (8,9% g.a. en novembre 2017 contre 9,2% g.a. en octobre 2017). Le crédit à la consommation a quant à lui maintenu son rythme de croissance (8,2% g.a.).

Finances publiques

L'Institut Mexicain de Sécurité Sociale (IMSS) a annoncé de manière préliminaire avoir atteint un excédent budgétaire supérieur à 8 Mds de pesos (416 MUSD*) au cours de l'année 2017. Cela représente une amélioration significative de l'état des finances de l'IMSS, qui avait été fortement détérioré à la suite de la crise financière de 2009, ces dernières atteignant notamment un déficit budgétaire record de 22 Mds de pesos (1,1 Mds USD*) en 2012. L'IMSS a également déclaré que le maintien de l'excédent budgétaire atteint ces deux dernières années serait une priorité pour 2018. Par ailleurs, l'IMSS espère également une augmentation du nombre de travailleurs assurés de 20 millions en 2018.

Entreprises et grands contrats

Selon le ministre de l'Énergie, Pedro Joaquín Coldwell, la réforme énergétique de 2013 devrait avoir généré 100 Mds USD d'investissement d'ici fin 2018. Depuis la mise en place de la réforme, les projets d'exploration et d'extraction d'hydrocarbures, de gazoducs et d'énergies renouvelables ont déjà permis d'attirer plus de 82,3 Mds USD. Trois appels d'offres pétroliers supplémentaires et le quatrième appel d'offres d'énergie renouvelable de long terme sont déjà prévus pour 2018 et devraient permettre de passer la barre des 100 Mds USD d'investissement. Le premier, qui correspond à la ronde 2.4, attribuera 29 blocs d'exploration et d'exploitation d'hydrocarbures dans les eaux profondes du Golfe du Mexique le 31 janvier 2018. La ronde 3.1, qui concerne, elle, les eaux peu profondes du Golfe du Mexique, est prévue pour le 27 mars 2018. Le troisième appel d'offres de l'année, la ronde 3.2, propose quant à lui des blocs d'exploration terrestre à Nuevo León, Tamaulipas, Veracruz et Tabasco et devrait être annoncé ce mois-ci.

*Taux de change au 10 janvier 2018 : 1 USD = 19,24 MXN

Indicateur	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau au 10/01/2018
Bourse (IPC)	-2,00%	+6,32%	48 785,25
Risque pays (EMBI+Mx)	0%	-26,02%	182
Taux de change USD/Peso	-0,67%	-10,99%	19,24
Taux de change Euro/Peso	-0,71%	+1,09%	23,10
Prix du baril de pétrole (USD)	+1,75%	+30,57%	58,68

AMERIQUE CENTRALE

2016 – PIB : 244,7 Mds USD | Pop : 42 M hbts

Costa Rica

2016 – PIB : 57,4 Mds USD | Pop : 4,8 M hbts

En l'absence de réforme fiscale, le déficit budgétaire continue de se creuser. Il s'élevait à 5% en novembre 2017, contre 4,7% en novembre 2016 selon le Ministère de l'Economie. La CEPAL (Commission Economique pour l'Amérique Latine) estime celui-ci à 6% pour 2017, contre 5,2% en 2016. Les quelques mesures qui ont été prises pour augmenter les recettes fiscales (développement de systèmes informatiques pour collecter l'impôt et contrôler l'évasion fiscale) et contenir les dépenses budgétaires (création d'emplois limitée, congélation des salaires de certains hauts fonctionnaires...) n'ont pas permis de compenser l'augmentation des intérêts de la dette, qui sont passés de 2,4% à 2,8% du PIB entre novembre 2016 et novembre 2017. La dette publique du gouvernement central a atteint 27,2 MUSD en septembre 2017 et est attendue à 48% du PIB fin décembre 2017 (contre 44,7% en 2016). L'adoption d'un plan fiscal d'envergure

Les exportations de biens du Costa Rica ont crû de 8% (g.a.) en novembre 2017 selon Procomer. Elles avaient augmenté de 7% (g.a.) en novembre 2016. Les produits manufacturiers ont connu la plus grande expansion (+11% g.a.), notamment les équipements médicaux et de précision (+12%), qui représentent 27% des exportations totales du Costa Rica. Le secteur alimentaire a, quant à lui, vu ses exportations augmenter de 7%, en raison notamment du dynamisme des exportations de sucre (+60%), et d'huile de palme (+26%).

Guatemala

2016 – PIB : 68,8 Mds USD | Pop : 16,3 M hbts

L'inflation interannuelle s'est élevée à 5,68% en décembre 2017 (INE). Ce niveau élevé est dû à l'importante hausse des prix des aliments (+12,35%), notamment celle des tomates (+74,4%) et des oignons (+60,3%). Les prix des services de transport aérien ont pour leur part augmenté de 34,2%.

Le Guatemala a reçu 8,2 Mds USD de transferts des migrants (« remesas ») en 2017 (Banque Centrale). Cela correspond à une augmentation de 14% par rapport aux 7,2 Mds USD reçus en 2016. Au cours des sept dernières années, les transferts ont été multipliés par deux (4,1 Mds USD reçus en 2010).

Les IDE ont baissé de 1,64% (g.a.) au cours de la période janvier-septembre 2017 (Banque Centrale du Guatemala). Sur les 9 premiers mois de 2017 le pays a reçu 864,6 MUSD – soit 14,5 MUSD de moins que sur la même période de 2016. Pour 2017, les estimations de la Banque Centrale sont de 1,3 Md USD – contre 1,18 Md USD en 2016. Les Etats-Unis, le Mexique et la Colombie restent les principaux pays émetteurs d'IDE au Guatemala (ils représentent 396,7 MUSD, soit 46% des IDE entrants sur les 9 premiers mois de l'année). Pour 2018, les prévisions varient à la hausse : les IDE devraient croître de 5%.

Le salaire minimum guatémaltèque augmente de 12 dollars par mois. En 2018, celui-ci atteindra les 422 dollars mensuels, soit une hausse de 3,75%. Le pouvoir d'achat reste cependant préoccupant car, avec ce salaire, il faudrait 45 jours de travail pour couvrir les frais d'un mois de « panier alimentaire de base ».

*Taux de change au 10 janvier 2018 : 1 USD = 19,24 MXN

Le Guatemala enregistre un chiffre record de touristes en 2017 avec 2,12 millions de visiteurs d'après l'Institut Guatémaltèque de Tourisme (Inguat). Il s'agit d'une augmentation de 11,2% par rapport à 2016. Pour 2018, Inguat prévoit une augmentation de 4% et l'arrivée de 2,22 millions de touristes. Le pays a investi près de 13 MUSD dans la promotion du pays à l'international avec la campagne « Guatemala, cœur du monde maya ». La campagne sera lancée début mars prochain principalement dans les pays suivants : Etats-Unis, Canada, Mexique, Colombie, Allemagne, France, Italie, Espagne et Royaume-Uni.

Honduras

2016 – PIB : 21,5 Mds USD | Pop : 8 M hbts

L'inflation interannuelle s'est élevée à 4,73% en décembre 2017 selon la Banque Centrale. La hausse des prix des aliments et des boissons non alcoolisées (+5,10%) a contribué à ce niveau d'inflation à hauteur de 1,62 point de pourcentage. L'inflation des boissons alcoolisées et du tabac et celle de l'éducation étaient également élevées avec des taux respectifs de 6,7% et 6,2%.

L'augmentation des salaires minimaux est entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2018. Celle-ci est de 3,9% pour les entreprises de 1 à 50 employés, de 5,5% pour celles de 51 à 150 employés et de 6,15% pour celles de plus de 150 employés. Les salaires minimaux sont donc désormais compris entre 259 USD et 460 USD. Les « maquiladoras » devront quant à elles accroître leurs salaires minimums de 8%, peu importe leur taille. La population rémunérée au salaire minimum étant estimée à 3,1 M de personnes, 15,3% de la population active hondurienne devrait être concernée par cette réévaluation. Une autre augmentation des salaires minimaux pourrait avoir lieu au cours de l'année, notamment pour les petites et moyennes entreprises, puisque la Banque Centrale anticipe un taux d'inflation de 4,3% pour 2018.

Avec une croissance économique estimée par le Ministère des Finances entre 4,3% et 4,5% pour 2017, les perspectives pour l'économie hondurienne sont optimistes pour 2018. L'augmentation des exportations de café et de manufacture textile et le développement du tourisme seraient les principaux leviers de l'économie hondurienne.

Nicaragua

2016 – PIB : 13,2 Mds USD | Pop : 6 M hbts

L'inflation interannuelle était de 5,68% en décembre 2017 selon la Banque Centrale du Nicaragua. Elle était de 3,13% en décembre 2016. La hausse des prix des aliments et des boissons non alcoolisées a contribué à hauteur de 2 points de pourcentage à ce niveau d'inflation et celle du logement, de l'eau, de l'électricité et des combustibles à 0,92 points.

Les exportations du Nicaragua dépassent les 2,58 Mds USD en 2017. Après deux années consécutives de déficit commercial, le Nicaragua semble inverser la tendance avec une croissance de ses exportations de 22% en volume et de 14,2% en valeur – d'après le Centre d'Exportation (CETREX). L'Association de Producteurs et Exportateurs Nicaraguayenne (APEN) affirme que la stratégie de diversification des exportations a été la clé de ce renversement de situation. La stabilisation des cours des matières premières permettrait de maintenir un solde positif en 2018.

Panama

2016 – PIB : 55,19 Mds USD | Pop : 4 M hbts

Les créances douteuses du Centre Bancaire International (CBI) ont atteint 2,4 Mds USD fin septembre 2017, contre 1,8 Md USD en 2016. Les créances douteuses ont augmenté progressivement depuis 2014 en raison du ralentissement de la croissance économique, des performances négatives de certains secteurs de l'économie, et probablement d'une politique d'octroi de crédits flexible. La Superintendance des Banques du Panama (SBP) estime que, malgré la hausse des prêts non performants, tous les portefeuilles, sauf le portefeuille de consommation, sont soutenus par des provisions et garanties supérieures à 100% de ces crédits. De plus, les créances restent dans les seuils de tolérance.

Moody's accorde le grade d'investissement à Banco General (Baa2, avec perspectives stables). Les trois agences de notation ont accordé le grade d'investissement international, Fitch lui attribuant la note BBB+, soit un échelon au-dessus de la note souveraine (BBB). Moody's note que Banco General, l'un des plus grands établissements de crédit en Amérique Centrale et la plus grande banque panaméenne, a constamment affiché des solides indicateurs de capitaux et de rentabilité qui lui permettent d'atténuer les risques liés aux actifs, en raison de son exposition aux secteurs de l'immobilier résidentiel et commercial. L'agence attend une augmentation graduelle de la marge d'intérêt net. Enfin, la

*Taux de change au 10 janvier 2018 : 1 USD = 19,24 MXN

bonne perception de la Banque sur le marché international a été mise en évidence, en août 2017, lorsqu'elle a réalisé une émission de 550 M USD à 10 ans.

Odebrecht a la voie libre pour participer aux appels d'offres du gouvernement panaméen. L'entreprise, qui a admis avoir payé au moins 90 MUSD de pots-de-vin au Panama, a déposé une requête pour ne pas être déclarée incapable de travailler avec l'Etat panaméen. Le Juge Carrasquilla a accepté le recours d'Odebrecht, en vertu de l'accord signé entre l'entreprise et le Bureau du procureur spécial anticorruption qui enquête sur les pots-de-vin versés. Le Juge signale qu'Odebrecht et ses filiales ont respecté les stipulations de l'accord. Odebrecht s'est engagée à payer une amende de 220 MUSD et est disposée à continuer de collaborer avec l'enquête.

Salvador

2016 – PIB : 26,8 Mds USD | Pop : 6,1 M hbts

En 2017, Nestlé a investi 20 MUSD au Salvador afin de développer ses innovations et sa présence. La multinationale d'origine suisse a planté près de 12 millions d'arbres dans le cadre de son plan Nescafé. Ces arbres résistants à la maladie de la rouille du café bénéficient à 150 producteurs salvadoriens.

La chaîne américaine de supermarché Walmart s'apprête à investir 40 MUSD pour favoriser la croissance de 25 PME salvadoriennes. L'objectif est d'homogénéiser les opérations de ces PME afin de les intégrer aux processus de Walmart et générer une chaîne de valeur ayant un impact économique majeur. Les aspects sociaux et environnementaux sont pris en compte dans cette démarche, effectuée via le programme « Una mano para crecer ».

CARAÏBES

2016 – PIB : 134 Mds USD | Pop : 43 M hbts

Haïti

2016 – PIB : 8 Mds USD | Pop : 10,8 M hbts

Les importations ont augmenté de 17,5% en 2017. Le gouverneur de la Banque centrale d'Haïti a annoncé que les importations de biens et services au cours de l'exercice écoulé ont atteint les 4,7 Mds USD, contre 4 Mds USD sur l'exercice précédent. Les importations principales d'Haïti demeurent, entre autres, le riz, le pétrole, la viande, les voitures, le lait et le blé. A l'inverse, les exportations du pays au cours du même exercice chutent de 5%, passant ainsi à 980 MUSD.

1,2% de croissance sur l'exercice 2016-2017. Selon le cabinet de consultant haïtien Group croissance, au cours de l'exercice fiscal 2016-2017, l'économie a crû de seulement 1,2% et connu un taux d'inflation de 14,7% en moyenne. Les taux de croissance de chaque secteur d'activité sont : 0,8% pour l'agriculture, 1% pour l'industrie manufacturière, 0,9% pour la construction, le bâtiment et les travaux publics, 1,3% pour le commerce, 1% pour le transport et la communication, 0,8% pour les services marchands et 0,9% pour les services tertiaires. La consommation a augmenté de 2,7% et le taux des investissements privés de 0,9%.

République Dominicaine

2016 – PIB : 71 Mds USD | Pop : 10,6 M hbts

Nouvelle norme sur le blanchiment d'argent. Le Ministère des Finances a publié la Résolution n°204-2017, qui approuve la norme sectorielle pour la prévention du blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, une approche fondée sur les risques dans le secteur des casinos, des jeux de hasard, loteries, paris sportifs et concessionnaires de loterie électronique. La norme établit les critères que les entreprises doivent adopter afin qu'elles puissent identifier et contrôler les risques en accord avec la Loi n°155-17 contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.

Saint-Vincent et les Grenadines

2016 – PIB : 0,77 Md USD | Pop : 0,1 M hbts

Le ministre des Finances a annoncé une hausse des revenus du gouvernement entre novembre 2016 et novembre 2017. Les revenus ont augmenté de 4,1% (6,1% avec les subventions) en raison de la hausse d'1 point de pourcentage de la TVA, désormais à 16%. Fin novembre 2017, les revenus et les subventions s'élevaient à 544 M EC\$ (201,5 MUSD). De plus, les dépenses du gouvernement ont également augmenté de 9,6%, en partie à cause des dépenses liées à la promotion du nouvel aéroport.

Clause de non-responsabilité - Le Service Economique Régional de Mexico s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

*Taux de change au 10 janvier 2018 : 1 USD = 19,24 MXN